

Compte rendu

Ouvrage recensé :

VANIER, Martin (2008) *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*. Paris, Economica, 160 p. (ISBN 978-2-7178-5534-0)

par Benoît Antheaume

Cahiers de géographie du Québec, vol. 53, n° 149, 2009, p. 289-290.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/038786ar>

DOI: 10.7202/038786ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org



VANIER, Martin (2008) *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*. Paris, Economica, 160 p. (ISBN 978-2-7178-5534-0)

Dès la première ligne, Martin Vanier fait savoir au lecteur qu'il appartient à la France qui se lève tôt, celle qui emprunte le premier TGV du matin ; en fait il ne s'agit que d'une illusion qu'il corrige immédiatement en témoignant de rendez-vous nettement plus tardifs, les jours suivants, qu'il rejoindra soit en tramway soit en voiture. Cette situation personnelle serait l'illustration du fait que la société française (car il s'agit souvent d'elle, même si des références internationales ne manquent pas) vit plus désormais selon des rythmes et des métriques variés, entre les territoires et à travers eux, que captive et enracinée. Cette société serait devenue interterritoriale.

L'entre-deux territorial répond à une catégorie statistique : celle des communes périurbaines dites multipolarisées dès lors que plus de 40% de leurs actifs partent travailler dans deux ou plusieurs aires urbaines, un espace de la mutation mi-urbain, mi-rural qui concernait, dans la France de 1999, 40% des communes, 33% du territoire, 20% de la population... une conséquence de l'individualisation du temps et du travail sur le rapport à l'espace, une

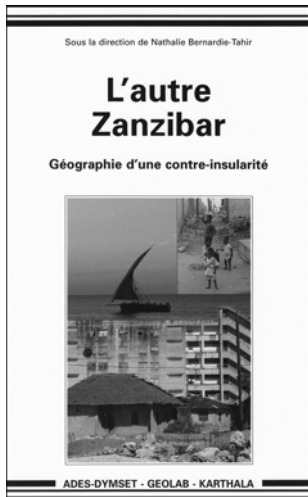
individualisation aiguisée par une mobilité qui a explosé en 50 ans, choisie pour les nantis, subie pour les plus fragiles.

«La France urbaine, celle des experts, chercheurs et décideurs, n'aime guère sa société périurbaine, qui le lui rend bien» (p. 38). L'interterritorialité est honnie par les vrais citadins, comme par les vrais ruraux, renforçant de fait la coupure entre la population et les élites dont Vanier nous dit que «la pensée anti-périurbaine procède davantage de la crainte diffuse d'une pseudo-américanisation de la société française que d'une véritable idéologie spatiale» (p. 44). Mais depuis la fin des années 1990, on semble s'acheminer vers une lente compréhension de la réalité périurbaine, sans plus chercher à occulter le phénomène d'un tiers espace – forme d'étape dans un processus de transformation territoriale. Tout comme le tiers état et le tiers monde, le tiers espace doit lutter pour sa reconnaissance.

L'auteur s'en fait le chantre en soulignant avec justesse les «limites des territoires» (chapitre III), une ambivalence sémantique qui signifie que si les territoires disposent effectivement de limites, le mot ne s'applique pas qu'à leur périmètre, mais également à leur pouvoir. Ce dernier est bridé, notamment par l'État qui ne perd jamais la main en faisant mine de la leur tendre en décentralisant, déconcentrant ou dévoluant fonctions et compétences sans y mettre les moyens ; ou par d'autres pièges comme ceux de la subsidiarité, de l'autonomie, de la microsouveraineté ou de la compétitivité exacerbée entre les territoires. D'où le paradoxe du titre de l'ouvrage qui suggérerait que le vrai pouvoir des territoires serait sans doute de mieux le déléguer à travers diverses formes de partage et d'interterritorialité, un concept nouveau pour une réalité ancienne (l'internationalité) et qui représente une source d'innovations pour l'action collective et les politiques publiques, quelles qu'en soient les échelles, en d'autres termes, selon une «diagonale locale-planétaire» (chapitre V).

Souffrant d'imperfections mineures, cet essai, agrémenté d'un index et d'une bibliographie, n'en est pas moins parfaitement maîtrisé et convaincant.

Benoît Antheaume
Institut de Recherche pour le développement



BERNARDIE-TAHIR, Nathalie (dir.) (2008) *L'autre Zanzibar. Géographie d'une contre-insularité*. Paris, Karthala, 379 p. (ISBN 978-2-84586-946-2)

Avec *L'autre Zanzibar. Géographie d'une contre-insularité*, Nathalie Bernardie-Tahir et ses collaborateurs nous proposent, d'une part, de « mettre à jour et comprendre les nouvelles logiques territoriales, économiques et identitaires à l'œuvre aujourd'hui dans cet archipel en pleine recomposition » (p. 12) et, d'autre part, « à partir de l'exemple de Zanzibar, considéré ici comme une île-laboratoire, de mener une réflexion plus générale sur l'insularité et de revisiter ce concept » (p. 13). Pour ce faire, l'ouvrage de 18 chapitres s'organise en cinq parties que sont « Construire le mythe... », « ... puis le déconstruire », « Territoires en mouvement », « Zanzibar et la mer : des rivages aux horizons maritimes » et « Zanzibar, l'Autre et l'Ailleurs — Identités insulaires en questions ». Le tout est judicieusement ac-

compagné d'un feuillet couleur de 12 pages qui comprend les principales cartes ainsi que 75 photographies.

Répondant au premier objectif du livre, l'étude géographique de l'archipel est fort bien menée, intégrant tout à la fois les questions spatiales et les logiques territoriales contemporaines en référence aux contextes environnemental, historique, politique, économique et socioculturel. On y découvre d'abord un petit archipel que les aléas du temps ont doté d'une forte individualité, résultante des influences successives de quatre mondialisations : la mondialisation swahilie (XVI^e au XIX^e siècle), la mondialisation coloniale (1873 à 1964), la mondialisation refusée (1964 à 1984) et la mondialisation actuelle. Cela a donné une société originale, cosmopolite et complexe, aujourd'hui confrontée à de graves problèmes de développement, grandement influencée par un contexte économique renouvelé (libéralisation économique, développement du tourisme et des échanges internationaux) et profondément secouée par la question identitaire (face à l'Afrique continentale d'abord, mais aussi face à l'Occident).

De fait, la réalité géographique de Zanzibar apparaît très éloignée des représentations habituelles de l'insularité telles que déclinées par l'auteure sous la forme des quatre « i » : imaginaire, immobilité, isolement et identité. On se trouve donc en présence d'un territoire bien réel, avec ses qualités, ses enjeux et ses difficultés, d'un espace en mutation et marqué par une forte mobilité humaine (quotidienne, migrations internes et internationales), d'un archipel ouvert sur le reste du monde (migrations et diaspora, tourisme, communications) et, enfin, d'une société qui s'identifie, plutôt qu'à l'insularité, d'abord à sa langue (le kiswahili) et à sa religion (l'islam), ensuite de plus en plus à sa différence face à l'Afrique continentale.

Cela nous mène au deuxième objectif du livre, soit celui de revisiter le concept de l'insularité. Il s'agit cette fois de rappeler qu'il n'y a pas de déterminisme insulaire qui ferait de l'insula-